ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU MUSÉE D’ORSAY ET DU MUSÉE DE L’ORANGERIE - VALERY GISCARD D’ESTAING

Etablissement public national à caractère administratif

Créé par le décret n°2003-1300 du 26 décembre 2003 modifié

Numéro SIREN 180 092 447 000 10 Code APE 925 C

**Opération relative à la rénovation des sanitaires**

**de l’Aire de livraison au R-2 de l’EPMO-VGE**

##### Cahier des clauses techniques particulières

**(C.C.T.P.)**

Table des matières

[1 Description de l’OPERATION 4](#_Toc192756954)

[1.1 Objet du marché 4](#_Toc192756955)

[1.2 Calendrier d’exécution 4](#_Toc192756956)

[1.3 Intervenants 4](#_Toc192756957)

[2 DESCRIPTIONS generales 7](#_Toc192756958)

[2.1 Documents techniques de référence 7](#_Toc192756959)

[2.2 Obligations du titulaire 8](#_Toc192756960)

[2.3 Constat des lieux 8](#_Toc192756961)

[2.4 Organisation du chantier 8](#_Toc192756962)

[2.4.1 Direction du chantier 8](#_Toc192756963)

[2.4.2 Installations de chantier 9](#_Toc192756964)

[2.5 Sécurité 12](#_Toc192756965)

[2.5.1 Sécurité des tiers sur le chantier 12](#_Toc192756966)

[2.6 Contrôle 14](#_Toc192756967)

[2.6.1 Contrôles des ouvrages et / ou parties d’ouvrages 15](#_Toc192756968)

[2.6.2 Contrôles en usine ou en atelier 15](#_Toc192756969)

[2.6.3 Autocontrôle 15](#_Toc192756970)

[2.6.4 Autres contrôles et essais 15](#_Toc192756971)

[2.7 Démarches qualité 16](#_Toc192756972)

[2.8 Qualité environnementale 16](#_Toc192756973)

[2.9 Documents à fournir avant, pendant et en fin de chantier 16](#_Toc192756974)

[2.9.1 Pendant la période de préparation 16](#_Toc192756975)

[2.9.2 Relevés des existants 17](#_Toc192756976)

[2.9.3 Inspections sondages et purges 17](#_Toc192756977)

[2.9.4 Etudes et dessins d’exécution (réalisation et visa) 17](#_Toc192756978)

[2.9.5 Format des documents à fournir 19](#_Toc192756979)

[3 DESCRIPTIONS DU PRESENT LOT 20](#_Toc192756980)

[3.1 Installations de chantier 20](#_Toc192756981)

[3.1.1 Eclairage de chantier 20](#_Toc192756982)

[3.1.2 Nettoyage et évacuation des gravats 20](#_Toc192756983)

[3.1.3 Palissades de chantier 20](#_Toc192756984)

[3.1.4 Porte de chantier 20](#_Toc192756985)

[3.1.5 Protection en polyane M1 20](#_Toc192756986)

[3.1.6 D.O.E. 20](#_Toc192756987)

[3.2 Curage de l’existant 21](#_Toc192756988)

[3.2.1 Dépose et évacuation de deux receveurs de douche et leurs maçonneries 21](#_Toc192756989)

[3.2.2 Dépose et évacuation de deux bancs maçonnés 21](#_Toc192756990)

[3.2.3 Dépose et évacuation de la faïence murale 21](#_Toc192756991)

[3.2.4 Dépose et évacuation du carrelage au sol 21](#_Toc192756992)

[3.2.5 Dépose et évacuation des cloisons 22](#_Toc192756993)

[3.2.6 Dépose et évacuation des portes 22](#_Toc192756994)

[3.2.7 Dépose et évacuation des trappes carrelées 22](#_Toc192756995)

[3.2.8 Dépose et évacuation des trappes métalliques 22](#_Toc192756996)

[3.2.9 Dépose et évacuation des miroirs 22](#_Toc192756997)

[3.2.10 Dépose et évacuation des siphons de sol 22](#_Toc192756998)

[3.2.11 Dépose et évacuation des faux-plafonds 23](#_Toc192756999)

[3.3 Gros-œuvre 23](#_Toc192757000)

[3.3.1 Fourniture et pose de deux receveurs de douche et leurs maçonneries 23](#_Toc192757001)

[3.3.2 Fourniture et pose de deux bancs maçonnés 23](#_Toc192757002)

[3.3.3 Percements de 40 mm 23](#_Toc192757003)

[3.4 Second œuvre 23](#_Toc192757004)

[3.4.1 Fourniture et pose de cloisons BA13 hydrofuge, épaisseur 7 cm 23](#_Toc192757005)

[3.4.2 Fourniture et pose de cloisons BA13 hydrofuge, épaisseur 10 cm 24](#_Toc192757006)

[3.4.3 Fourniture et pose de trappes M1 60 x 60 cm 24](#_Toc192757007)

[3.4.4 Fourniture et pose de trappes M1 30 x 30 cm 24](#_Toc192757008)

[3.4.5 Fourniture et pose de trappes M1 60 x 15 cm 24](#_Toc192757009)

[3.4.6 Fourniture et pose de portes en bois M1 25](#_Toc192757010)

[3.4.7 Fourniture et pose d’une porte métallique CF 1/2h identique à l’existant 25](#_Toc192757011)

[3.4.8 Fourniture et pose de faux-plafonds BA13 hydrofuge M1 25](#_Toc192757012)

[3.4.9 Fourniture et pose d’une paroi séparative pour les urinoirs 25](#_Toc192757013)

[3.4.10 Fourniture et pose de parois de douches coulissantes 25](#_Toc192757014)

[3.4.11 Fourniture et pose d’un ensemble menuisé M1 : placard 27](#_Toc192757015)

[3.5 Finitions 27](#_Toc192757016)

[3.5.1 Fourniture et pose de faïence murale de type 1 27](#_Toc192757017)

[3.5.2 Fourniture et pose de faïence murale de type 2 28](#_Toc192757018)

[3.5.3 Fourniture et pose de carrelage au sol 28](#_Toc192757019)

[3.5.4 Fourniture et pose d’une barre de seuil d’arrêt 29](#_Toc192757020)

[3.6 Accessoires 29](#_Toc192757021)

[3.6.1 Fourniture et pose de siphons de sols 29](#_Toc192757022)

[3.6.2 Fourniture et pose de miroirs rétroéclairés 29](#_Toc192757023)

[3.6.3 Fourniture et pose de butées de porte murales 29](#_Toc192757024)

[3.6.4 Fourniture et pose de patères murales 30](#_Toc192757025)

# Description de l’OPERATION

## Objet du marché

Le présent CCTP a pour objet la réalisation des travaux dans le cadre du projet de rénovation de sanitaires destinés au personnel, situés dans la zone de l’Aire de Livraison, au niveau R-2 du Musée d’Orsay.

## Calendrier d’exécution

La date de notification du marché aux titulaires vaut ordre de service de commencement d'exécution des prestations : approvisionnement et fabrication en atelier.

La durée prévisionnelle des travaux est de **12 semaines** à compter de la notification du marché.

Le planning prévisionnel détaillé est joint au DCE, la date de démarrage des travaux sera notifiée par ordre de service. Pour des raisons de logistique, le chantier de remplacement de la plomberie (hors lot) doit être réalisé durant une période de vacances scolaires.

Ce planning prévisionnel sous-entend que le titulaire doit effectuer les commandes suffisamment à temps pour respecter les délais. De même les études en vue d’un VISA doivent également être anticipées.

Les travaux relatifs aux lot techniques (Plomberie ; CFO/CFA et CVC) ne sont pas compris dans le présent marché. Néanmoins le titulaire doit assurer la cohabitation et la liaison entre les prestations avec les entreprises responsables des lots techniques.

## Intervenants

* Maitre d’ouvrage

L’Etablissement public du musée d’Orsay et de l’Orangerie – Valéry Giscard d’Estaing

Esplanade Valéry Giscard d’Estaing

75343 Paris CEDEX 07

Le maitre d’ouvrage est représenté par son Président, ou son représentant.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « maître d'ouvrage » ou « pouvoir adjudicateur » ou « EPMO – VGE ».

* Maitrise d’œuvre

Le Service de la maitrise d’œuvre de l’Etablissement public du musée d’Orsay et de l’Orangerie – Valéry Giscard d’Estaing

Esplanade Valéry Giscard d’Estaing

75343 Paris CEDEX 07

Le maître d’œuvre est désigné dans les différents documents sous le nom de « maître d’œuvre » ou « maitrise d’œuvre ».

Il est précisé que le maître d’œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination du titulaire, tous les ordres de service seront écrits, numérotés, datés et signés du maitre d’œuvre. Le titulaire doit en accuser réception.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions de l’une de ces décisions appellent de sa part des réserves, et par dérogation à l’article 3.8.2 du CCAG-Travaux, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au maître d’œuvre dans un délai de **cinq (5) jours** à compter de la notification de l'ordre de service.

Ces OS seront pris en compte pour l’établissement des décomptes concernés, dans les conditions prévues à l’article 13 du CCAG-TVX.

**Equipe de spécialiste entourant la maitrise d’œuvre :**

* Bureau d’étude structure

La mission d’étude structure est assurée par SECC

43, avenue Louis Luc 94 600 Choisy-le-Roi.

* Economiste

Sans objet.

* Ordonnancement Pilotage et Coordination (OPC)

Sans objet

* Contrôleur Technique (CT)

La mission de contrôle technique est assurée par l’APAVE.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "Contrôleur technique".

Les travaux faisant l'objet du présent marché public sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par les articles L. 111-23 et suivants et les articles R. 111-29 et suivants du Code de la construction et de l’habitation.

La mission confiée au Contrôleur technique pour la présente opération porte sur les missions : L, LP, LE, SEI.

Le titulaire devra se soumettre à tous les contrôles, vérifications et essais exigés par le Contrôleur technique et en respecter les directives sans que le prix du marché public en soit influencé.

En conséquence, le titulaire soumettra toutes ses études, plans, notes de calculs, procès-verbaux d'essais, avis techniques, tous documents nécessaires, ainsi que ses matériaux et matériels au Contrôleur technique. Il remettra à ses frais les exemplaires des documents nécessaires au Contrôleur technique.

Il appartient à chaque titulaire de remettre les plans d'exécution conformément au calendrier notifié, afin que les délais nécessaires à leur vérification ne soient pas de nature à retarder le programme d'exécution des travaux.

Faute de fournir ces documents en temps utile, le titulaire est passible des pénalités pour retard dans la production des plans d'exécution prévues au CCAP.

Le Contrôleur technique est rémunéré par le pouvoir adjudicateur.

* Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS)

La mission de coordonnateur est assurée par QUALICONSULT SECURITE.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "CSPS".

L'opération est soumise aux dispositions fixées par les articles L. 4532-2 et suivants du Code du travail et ses décrets d’application.

A ce titre, une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sera confiée à un organisme agréé. La mission relève de la catégorie 3 au sens de l’article R. 4532-1 du Code du travail et sera rémunérée par le pouvoir adjudicateur.

L'intervention du CSPS oblige le titulaire :

À lui fournir à titre gracieux, tous les documents nécessaires à l'accomplissement de sa mission ;

À prendre en compte à ses frais, l'ensemble des incidences liées aux observations et avis du CSPS après accord du maître d’ouvrage

Coordonnateur des systèmes de sécurité incendie

Sans objet.

**Entreprises intervenant sur le chantier :**

* Courants forts

|  |  |
| --- | --- |
| **SPIE FACILITIES**  1-3, place de la Berline  93 287 SAINT-DENIS CEDEX  01.48.13.42.42. |  |

* Courants Faibles

|  |  |
| --- | --- |
| **SPIE BATIGNOLLES ENERGIE**  41, rue Desbussys  95 605 EAUBONNE CEDEX  01.34.27.34.00. |  |
| **OPTEOR IMMOTIC**  41, rue des peupliers  92 752 NANTERRE  01.41.11.76.76. |  |

* CVC-Plomberie

|  |  |
| --- | --- |
| **En cours de notification** |  |

* Peinture

|  |  |
| --- | --- |
| **DUVAL ET MAULER**  16-18, avenue Augustin Dumont  92 240 MALAKOFF  01.49.66.21.47. |  |

* Equipements accessoires sanitaires

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| |  |  | | --- | --- | | **ELIS (sous-traitant société INITIALE)**  19, rue d’Epluches  95 310 Saint-Ouen-l’Aumône |  | |

* Désamiantage

|  |  |
| --- | --- |
| **EKKO PLUS**  6, avenue du 12ème Régiment des Cuirassiers  95 500 GONESSE  09.52.14.98.69. |  |

# DESCRIPTIONS generales

## Documents techniques de référence

L’exécution des ouvrages et travaux est soumise aux clauses et spécifications des documents et des textes règlementaires en vigueur lors de l’exécution des travaux et contenues dans :

* Les normes Françaises **ou équivalent** indiquées dans les différentes pièces écrites
* Documents techniques unifiés édités par le C.S.T.B.
* Arrêté du 25 juin 1980 règlement de sécurité incendie
* Le code du travail et notamment l’arrêté du 5 août 1992 fixant les dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
* Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant.
* Cahier des charges D.T.U définissant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les travaux **ou équivalent**
* Textes législatifs et règlementaires éditées par le C.S.T.B et citées dans les différentes pièces écrites **ou équivalent**
* Nomes applicables au bâtiment éditées par le C.S.T.B et citées dans les différentes pièces écrites **ou équivalent**
* Avis techniques éditées par le C.S.T.B et citées dans les différentes pièces écrites
* Normes AFNOR citées dans les différentes pièces écrites **ou équivalent**
* Règles N 84 action de la neige sur les constructions
* Règles BAEL 91 (révisées 99) de conception et de calcul des ouvrages de construction en béton armé
* Règles CB 71 de calcul de charpente bois
* Eurocodes 0 à 9
* Règles de calcul des caractéristiques thermiques utiles des parois de construction et de déperdition de base des documents (règles Th, Th-K 77 et Th-G 77)
* Normes U.T.E **ou équivalent**
* Spécifications U.N.P
* Recommandations professionnelles et publications diverses des chambres syndicales et organismes professionnels
* Prescriptions des fabricants de matériaux et matériels
* Articles L.4532 et suivants et R.4532 à R.4325 du Code du travail
* …

L’ensemble des textes règlementaires et normes sont réputées être connues par chaque titulaire.

Dans le cas où des ouvrages décrits dans le C.C.T.P ou toutes pièces constituant le présent marché, ne figurent pas dans les textes règlementaires et normes **ou équivalent** cités ou en sont différents par leur conception, le titulaire doit se conformer aux prescriptions du C.C.T.P. quant à la qualité et la mise en œuvre des matériaux.

Les détails de construction précisés dans les plans, pièces graphiques et C.C.T.P doivent être respectées dans tous les cas. Si les caractéristiques n’en sont pas modifiées et sous réserve de l’agrément de la maitrise d’œuvre, le titulaire aura la possibilité de proposer des aménagements dans le choix des matériaux à employer ou dans leur mise en œuvre.

Toute dérogation aux stipulations des textes règlementaires et normes en vigueur **ou équivalent** devra être spécifiquement écrit par le maître d’œuvre et acceptée par le maitre d’ouvrage pour être considéré comme valable.

La liste des textes et normes **ou équivalent** est non limitative, et ne rappelle avant tout que les documents les plus importants. Le titulaire, en tant que spécialiste, doit faire son affaire des DTU, règles de calcul, règles de l'art, règles professionnelles, règles d'exécution, normes **ou équivalent**, prescriptions liées aux ATEC, et autres guides de l'UEATC etc. en vigueur à la date du marché, concernant sa spécialité et celles des autres corps d'état dont les ouvrages sont liés aux siens.

Les ouvrages installés doivent t être visés et recevoir l’agrément des pompiers et/ou de la Commission de Sécurité compétente en plus du maitre d’œuvre et du maitre d’ouvrage.

## Obligations du titulaire

Il est spécifié que par la signature de l’acte d’engagement, le titulaire reconnait implicitement :

* S’être rendu sur place ;
* Avoir fait toute constatation de l’importance des travaux à effectuer, de la disposition des lieux, de toutes les sujétions d’exécution que peut comporter l’opération envisagée ;
* Avoir pris connaissance de l’ensemble des pièces du dossier tous corps d’état (pièces écrites, pièces graphiques, plans …) ;
* Avoir demandé toutes les indications complémentaires qu’il aura jugé nécessaires.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de l’ensemble des pièces. A cet effet, un accès à un serveur informatique regroupant les pièces du dossier sera mis à dispositions des entreprises.

Dans la description des ouvrages à effectuer, le maître d’œuvre s’est efforcé de renseigner le titulaire sur la nature des travaux à effectuer, mais il convient de signaler que cette description n’a pas un caractère limitatif. Les travaux sont toujours exécutés conformément aux documents descriptifs ainsi qu’aux directives du maitre d’œuvre et soumis à son approbation.

Le titulaire doit des ouvrages complets et parfaitement achevés suivant les normes **ou équivalent** en vigueur et les règles de l’art. Les travaux comprennent la totalité des ouvrages énumérés dans le CCTP et la DPGF, ainsi que tous les documents nécessaires à l’exécution des travaux décrits, même s’ils ne sont pas explicitement définis, le titulaire devant de par ses connaissances professionnelles, suppléer aux détails pouvant être omis.

## Constat des lieux

Le titulaire se charge de faire effectuer à ses frais un constat d’état des lieux contradictoire avant toutes interventions.

Toutes dégradations des existants seront à reprendre aux frais du titulaire.

Lors de l'exécution des travaux, toutes les précautions seront prises et les protections nécessaires réalisées jusqu'au jour fixé de la réception, les abords et les ouvrages existants ou créés soient laissés dans un parfait état de propreté sans gravois, détritus, matériaux, etc. ou parfaitement remis en état. L'évacuation des gravats par les sous-sols est directement bennée par le titulaire (fourniture d’une benne à leur charge).

## Organisation du chantier

### Direction du chantier

Le titulaire désigne dans son offre un interlocuteurresponsable technique unique qui suivra l’opération et qui doit justifier de compétences et expériences techniques dans le cadre de la réalisation des prestations du présent CCTP. A ce titre, il doit assurer tous les rendez-vous de chantier, d’ordonnancement, pilotage, coordination, de synthèse et ceux exceptionnels nécessaires à la bonne marche du projet.

Le représentant du titulaire aux réunions doit :

* Avoir les pouvoirs d'engager l'entreprise et de prendre les décisions nécessaires en séance,
* Avoir la position hiérarchique lui permettant de donner les ordres nécessaires au personnel de l'entreprise présent sur le chantier ;
* De signer des documents d’exécution, notamment les déclarations de sous-traitance …

En cas d’absence, le titulaire doit présenter au maitre d’œuvre un profil dont les qualifications et l’expérience professionnelle sont équivalentes et ce dans les conditions définies dans le CCAP.

### Installations de chantier

Le titulaire du marché doit, pour l’ensemble des ouvrages, prévoir tous les moyens d’accès et les moyens de protection nécessaires pour réaliser les travaux dans des conditions normales et sécurisées. Tous les frais de location, double transport, déploiement et modification sont compris dans l’offre et ne peuvent donner lieu à des réclamations.

Le titulaire doit également un coffret de chantier conforme et raccordé au réseau électrique. Le branchement électrique de chantier est à la charge de la société de maintenance CFo/CFa de l'EPMO-VGE (interface à prévoir avec le Service de la Maintenance et de la Modernisation Technique). Il revient au titulaire d’assurer la correcte utilisation du coffret et fournir un document d’autocontrôle. En cas dysfonctionnement, le titulaire informe sans exception à la Maîtrise d’ouvrage, la manipulation de l’alimentation électrique est strictement interdite.

* + 1. Autorisations administratives

Le maitre d’œuvre a procédé aux démarches nécessaires pour l’autorisation administrative des travaux projetés.

* + 1. Rendez-vous de chantier

Un rendez-vous général de chantier a lieu toutes les semaines au jour et à l’heure qui seront arrêtés d’un commun accord à l’ouverture du chantier.

Ce rendez-vous est obligatoire et les titulaires sont tenus d’y assister ou de s’y faire représenter par un interlocuteur responsable technique qualifié et permanent, ayant pouvoir de décision.

Lors de ces réunions, le titulaire doit prendre contact avec les corps d'état dont les ouvrages sont en liaison avec les siens, de façon à assurer une parfaite coordination à l'exécution. Il est disposé à fournir aux autres entreprises titulaires toutes les informations sur ses ouvrages dont elles auraient besoin.

Les rendez-vous de chantier font l’objet de comptes rendus établis et diffusés par le Maître d’œuvre aux titulaires. Ces comptes rendus prennent un caractère contractuel après un délai de cinq (5) jours et doivent éviter toute correspondance parallèle.

* + 1. Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu par le maitre d’œuvre conformément aux dispositions de l’article 28.5 du CCAG-Travaux

* + 1. Livraison et stockage sur chantiers

Sont incluses toutes sujétions pour les livraisons propres au présent qui pourraient nécessiter la mise en place d’un homme trafic dédié, voire d’un engin de manutention.

*Musée d’Orsay :*

Les livraisons sont effectuées sur les places de parking de l’aire de stationnement du 2ème sous-sol du musée dont l’accès se trouve au 62 rue de Lille. Les livraisons sont effectuées de 7h00 à 20h00 en semaine et de 7h00 à 19h00 les week-end. La rampe d’accès permet une hauteur maximale de véhicule de **3m40**.

Les livraisons nécessitant davantage de hauteur (jusqu’à **3m90**) seront effectuées par le 60 ter rue de Lille (sortie de l’aire de stationnement).

Un plan des cheminements dès l’aire livraison jusqu’à la zone du chantier est joint en annexe PC-06. Le titulaire doit assurer la protection et la conservation de ces cheminements.

Le stockage provisoire de fournitures à lieu uniquement dans l’emprise du chantier. Il est nécessaire de coordonner les livraisons afin d’éviter l’accumulation. Le stockage provisoire dans le chantier de déchets de démolition en vue de leur tri doit être réalisé de manière à respecter la santé et sécurité des travailleurs, éviter la pollution des sols et des eaux en respectant les règles de conditionnement, notamment pour les déchets dangereux. L'évacuation des gravats par les sous – sols est directement bennée par le titulaire. Référence à l’annexe PC-06 Plan d’accès et cheminements zone chantier.

* + 1. Echantillons

Avant passation de ses commandes, le titulaire doit présenter au maître d'ouvrage et maître d’œuvre des échantillons des différents matériaux. Le titulaire reste propriétaire de ces échantillons et il en assure la reprise après réception des travaux.

Le titulaire est tenu de fournir tous les échantillons de matériaux indiqués dans le CCTP ainsi que ceux qui ne sont pas indiqués et ce à la demande du maitre d’œuvre ou du maitre d’ouvrage.

Après examen des échantillons et accord du maitre d’œuvre et du maitre d’ouvrage sur la réalisation de l’ouvrage, le titulaire peut commander en série les autres pièces choisies. Aucune commande ou mise en fabrication ne peut se faire avant d’avoir obtenu l’accord du Maitre d’œuvre et du maitre d’ouvrage au vu des modèles et des échantillons. La validation a été au préalable concertée avec le contrôleur technique.

Toutes les fournitures doivent être strictement conformes aux échantillons.

* + 1. Qualité des matériaux

Tout matériau ou tout ouvrage dont la mise en œuvre ou la réalisation n'est pas satisfaisante (sur simple justification) ou ne répond pas aux prescriptions du marché, sera refusé par le maître d'ouvrage. Le titulaire s'engage à les démolir, à les enlever hors du chantier et à les évacuer à la décharge publique dans les délais qui lui sont prescrits. A défaut et après mise en demeure restée infructueuse, les matériaux et ouvrages défectueux seront démolis ou déposés et évacués aux frais, risques et périls de du titulaire.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande du maitre d’œuvre, toutes les justifications sur la provenance et la qualité des matériaux.

Le présent CCTP définit pour certains matériaux et matériels, un échantillon de référence et autorise la fourniture de produit qualifié de « techniquement équivalent ». Le titulaire pourra présenter des matériaux ayant une équivalence ou une similitude avant les produits prescrits. Le maitre d’œuvre étant le seul juge de l’équivalence des matériaux présentés par le titulaire et ne correspondant pas aux marques proposées. Les documentations, les fiches techniques, procès-verbaux et autre seront fournis pendant la période de préparation. Ces produits devront être conformés par écrit lors de la soumission.

Les marques et produits référencés dans le CCTP sont indiqués afin que le titulaire puisse établir une base de prix correspondant aux objectifs de performance et d’aspects exigibles.

* + 1. Nettoyage de chantier

Le chantier doit toujours être maintenu en parfait état de propreté et le titulaire doit prendre toutes dispositions utiles à ce sujet. En fin de travaux le titulaire doit enlever toutes les protections et effectuer tous les nettoyages nécessaires dans tous les locaux touchés par les travaux. En résumé, le titulaire restitue les existants dans le même état de propreté que celui dans lequel il les a trouvés au démarrage du chantier.

Le Maître d’Ouvrage pourra demander un nettoyage chaque fois qu’il le jugera nécessaire et notamment pour les réunions et visites de chantier, particulièrement en fin de chantier avant les opérations de réception des ouvrages.

Les frais de ces nettoyages sont à la charge du titulaire. En cas de non-respect par le titulaire des obligations découlant des prescriptions concernant les nettoyages, le maître d’ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles du titulaire, et aux frais de ce dernier

Musée d’Orsay :

Les monte-charges doivent systématiquement nettoyés après leur utilisation de façon hebdomadaire.

Le titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer le nettoyage de fin de chantier qui comprendra à minima (liste non limitative) :

* Nettoyage des revêtements de sol et muraux adapté à la nature de la surface et au degré de salissure ;
* Nettoyage de profilés de menuiseries aluminium et PVC ;
* Nettoyage des menuiseries intérieures (à 2 faces) ;
* Nettoyage des vitrages (à 2 faces) ;
* Nettoyage des appareils sanitaires, robinetteries et accessoires ;
* Nettoyage de l’appareillage électrique ;
* Nettoyage de l’appareillage de quincaillerie ;
* Enlèvement de toutes traces sur tous les équipements (peinture, huile …)
* Enlèvement des déchets résultant des nettoyages eux-mêmes

Le titulaire est responsable de l’évacuation des déchets qui résultent de son activité ; il doit d’établir un schéma d’organisation et de gestion des déchets qui définisse les modalités pratiques d’organisation pour la gestion des déchets sur le chantier et de s’assurer des bonnes conditions d’élimination par un système de suivi.

* + 1. Hygiène et sécurité de chantier

Un local sera mis à la disposition des intervenants à l’intérieur de l’établissement. La possibilité de l’utilisation des sanitaires de l’établissement par les ouvriers impose au titulaire la nécessité de veiller à ce que les sanitaires ne subissent pas de détérioration ou ne soient pas salis anormalement par le personnel de l’entreprise. Dans tous les cas, le ménage et l’entretien des locaux mis à la disposition des entreprises est à leur charge durant leur durée d’occupation et fait l’objet d’une inspection avant restitution.

* + 1. Nuisances de chantier et travaux bruyants

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire au maximum les nuisances de chantier, et respecter ainsi la réglementation en vigueur à ce sujet. Ces nuisances concernant essentiellement : les bruits de chantier ; les poussières générées ; la gêne causée à la circulation du public.

**Les travaux bruyants, seront à réaliser en horaires de nuit obligatoirement (soit de 18h00 à 0h00 ou de 00h00 à 6h00). Cette contrainte devra être prise en compte dans l’offre du titulaire.**

* + 1. Prescriptions relatives à la présente d’amiante et plomb

Les diagnostics réalisés par la MOA sont fournis en annexes (cf. PC-03\_RAAT – PC-04\_CREP). Ils attestent la présence d’amiante et de plomb sur certaines surfaces proprement identifiées.

Le désamiantage n’est pas prévu dans le présent marché. Cette prestation sera réalisée au préalable par l’entreprise EKKO PLUS titulaire d’un accord-cadre avec l’EPMO-VGE.

Le titulaire doit assurer la non émission de déchets plombés, en évitant le grattage des surfacés polluées.

Des prescriptions complémentaires au P.G.C.S.P.S. pourront être décrites et devront être suivies par les entrepreneurs (techniques d’intervention, de protection, d’isolement, de nettoyage, mode de tri, de stockage et procédure d’acheminement et d’élimination des déchets, etc.).

* + 1. Gestion des déchets

**Respect de la législation et de la réglementation**

Les déchets de chantiers de bâtiment doivent être gérés et traités par le titulaire dans le cadre de la législation en vigueur à ce sujet.

**Enlèvement des déchets**

Les déchets et emballages ne doivent en aucun cas être mis-en vrac aux abords du bâtiment, ils seront traités et évacués, conformément à la réglementation en vigueur à ce sujet, notamment :

* Les déchets classés « dangereux » seront évacués en centre d’enfouissement de classe 1 ;
* Les déchets inertes, en classe 3.

En ce qui concerne les emballages :

* Les emballages ayant contenu des produits classés « dangereux » seront évacués à un centre d’enfouissement de classe 1;
* Les autres emballages doivent obligatoirement être valorisés.

En ce qui concerne les gravats :

**Le titulaire ne peut pas disposer de benne à l’aire de livraison, il doit faire des rotations avec camion-benne. Il ne peut pas non plus stocker les gravats au parking, il faut qu’il réalise un enlèvement aux besoins**. La protection et le nettoyage de l’acheminement doivent être faits avant l’arrivée du publique. Ces enlèvements doivent se réaliser hors présence publique.

Gestion des déchets plombés :

Le traitement de ce type de déchets n’est pas compris dans le présent marché. Pas de présence de plomb, se référer à l’annexe PC-04\_CREP.

Gestion des déchets amiantés :

Le traitement de ce type de déchets n’est pas compris dans le présent marché. Ils seront traités par l’entreprise EKKO PLUS titulaire d’un accord-cadre avec le EPMO-VGE. Se référer à l’annexe PC-03\_RAAT.

## Sécurité

### Sécurité des tiers sur le chantier

Toute intervention dans l’EPMO-VGE doit faire l’objet de mesures particulières de sécurité, d’autant plus que les travaux sont effectués dans un bâtiment en service.

Ces travaux doivent ne pas nuire au bon fonctionnement de l’EPMO-VGE, et le titulaire doit mettre en place les protections vis-à-vis des tiers afin d’assurer le maintien en fonctionnement total ou partiel du bâtiment considéré, et la sécurité des personnes, tant à l’intérieur qu’à l’extérieur des bâtiments.

Si cette dernière était à même de présenter des dangers ou sujétions de fonctionnement pour l’EPMO-VGE (blocage de portes, circulations, escaliers, etc…) ou par son importance et sa durée, nécessiter l’implantation pour le titulaire d’installations fixes de chantier (dépôt, ateliers, etc…) l’intervention devra, au préalable, faire l’objet d’une réunion sur place avec le conducteur d’opération et le responsable de l’établissement.

Le procès-verbal de cette réunion fixera les mesures de sécurité à adopter, sera opposable au titulaire quant à sa responsabilité sur ce point.

De même, aucun câble électrique volant, raccords de tuyauteries souples véhiculant un quelconque fluide, stock de gaz sus pression, ne devront être placés dans les lieux de passage public, ni être accessibles directement par celui-ci.

* + 1. Protections diverses

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions pour protéger les accès et baliser son chantier.

Pendant les travaux, toutes précautions seront prises afin de ne pas porter atteinte en aucune manière aux existants, tant à l’intérieur qu’à l’extérieur des locaux.

A cet effet, le titulaire doit mettre en œuvre toutes les protections nécessaires en accord avec l’EPMO-VGE.

* + 1. Protection des ouvrages et des personnes

Pendant toute la durée des travaux, et jusqu’à la réception, le titulaire est responsable de la conservation et du maintien en bon état des matériaux, matériels ainsi que des ouvrages.

Il est tenu de se garantir de tous les vols, détournement, dégradations et avaries dommages, pertes et destructions de tout nature, notamment du fait des intempéries, pour lesquels il est expressément stipulé qu’il ne leur sera, le cas échéant, alloué aucune indemnité. Le titulaire est tenu de remettre en état ou de réparer à ses frais, les ouvrages qui auraient été endommagés, quelle que soit la cause du dégât et sauf leurs recours éventuels contre tout tiers responsable, le Maitre d’ouvrage demeurant en toute hypothèse, complètement étranger à toutes les contestations ou répartitions des dépenses. Ils devront également prendre toutes les dispositions pour éviter tout accident de personne, sur ou aux abords du chantier.

Si des vols, détournements, dégradations, avaries, dommages, pertes ou destructions se produisent pendant le cours des travaux, soit du fait des ouvriers ou préposés d’une entreprise, soit du fait des personnes qui auraient pu s’introduire sur le chantier, il appartient au titulaire responsable des lieux, des matériaux, des matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillages, installations ou ouvrages effectués, d’en rechercher et poursuivre les auteurs et d’en assurer les réparation.

Aucune indemnité ne peut être allouée au titulaire et/ou ses sous-traitants pour les pertes, avaries. Le titulaire doit protéger les constructions et ouvrages réalisés contre les dégâts qu’il pourrait subir, sans frais supplémentaire du Maître d’ouvrage.

* + 1. Règlementation incendie

Le titulaire doit prendre toutes précautions utiles afin qu'aucun sinistre ne se déclare et notamment il est interdit :

* D’effectuer en présence de public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation ;
* D’effectuer des travaux par points chauds sans autorisation préalable (permis de feu) et sans respect des consignes particulières concernant ces types de travaux ;
* D’effectuer des travaux par points chauds simultanément à d'autres travaux présentant des risques d'explosion (utilisation de solvants, colles, cires, peintures, etc.) ;
* De déposer des matériaux ou gravats dans les cheminements d'évacuation ainsi que sur les voies réservées aux véhicules de secours ;
* De stocker des liquides particulièrement inflammables et des liquides inflammables de la première catégorie en dehors de locaux aménagés à cet effet et de les utiliser en présence de public ;
* De fumer sur les chantiers ;
* D’introduire ou d'utiliser des réchauds à l'intérieur des immeubles ;
* De neutraliser les moyens de protection incendie (porte coupe-feu calée ouverte, robinet d'incendie armé rendu inaccessible, etc.) ;
* De laisser se constituer des dépôts de matières combustibles ;
* De quitter un chantier sans avoir effectué une ronde de sécurité ;
* D’effectuer des branchements électriques sur les installations existantes sans autorisation préalable.
  + - 1. Permis au feu - Consignes particulières concernant les travaux par points chauds

Tout travail par point chaud ou comportant l'usage d'une flamme doit faire l'objet d'une autorisation préalable du Maître d'Œuvre et du SPSI de l’EPMO-VGE. Les permis de feu seront établis par le titulaire et visés par le Maître d'Œuvre, le SES et le SPSI de l’EPMO, les moyens de protections adaptés seront installés (extincteurs, protections diverses, etc.).

Les personnels du titulaire doivent prendre toutes précautions utiles afin qu'aucun sinistre ne se déclare et notamment respecter les mesures suivantes :

* Avant les travaux

1. Repérer les moyens d'alerte et d'extinction ;
2. Disposer de moyens d'extinctions propres, pour chaque lieu de travaux, au minimum un extincteur à eau pulvérisée de 9 litres ou un seau - pompe et un extincteur approprié aux risques ;
3. Afficher un exemplaire du permis de feu sur les lieux des travaux ;
4. Vérifier que le matériel de soudage, découpage, etc. est en parfait état de fonctionnement ;
5. S'assurer que les chalumeaux sont équipés de clapets anti-retour ;
6. Vérifier que la tension d'utilisation des matériels est compatible avec la tension d'alimentation de l'installation ;
7. Vérifier que l'organe de coupure de l'alimentation électrique est accessible et identifié ;
8. Prendre les mesures nécessaires pour que les bouteilles de gaz soient facilement déplaçables en cas de sinistre ;
9. Colmater les ouvertures susceptibles de laisser passer des projections incandescentes, à l'aide de matériaux incombustibles ;
10. Ecarter les matériaux combustibles en contact avec les parties métalliques et conduites surchauffées ;
11. Dégager les matériaux combustibles à environ dix mètres autour du lieu des travaux par points chaud ;
12. Protéger les parties exposées par des plaques incombustibles, des bâches mouillées ou tout autre procédé équivalent ;
13. Si le travail doit être effectué sur un récipient, réservoir, canalisation ou autre corps creux ayant contenu des produits inflammables ou explosibles, s'assurer de leur dégazage

* Pendant les travaux

1. Mouiller les parties en bois pouvant entrer en contact avec la flamme du chalumeau ;
2. Surveiller les projections incandescentes et leurs points de chute ;
3. Refroidir les parties ou objets chauffés, s'il y a impossibilité les déposer sur des supports incombustibles ;
4. Assurer en permanence la surveillance du chantier, y compris pendant les heures de repas

* Apres l'exécution des travaux

1. Arrêter les travaux par points chauds deux heures avant la cessation du travail et maintenir une surveillance rigoureuse des lieux. Il est impératif de prévenir le SPSI à la Centrale de Surveillance afin d’une ronde commune de fin de travaux par points chauds soit effectuée. Le départ du personnel en charge de la réalisation de ces travaux ne sera autorisé qu’après validation du SPSI ;
2. Indiquer in situ par des flèches rouges ou sur un plan affiché les points exacts des travaux par points chauds pour faciliter les rondes ;
3. Fermer les bouteilles de gaz et démonter les manomètres des bouteilles ;
4. Inspecter les lieux des travaux, les locaux et espaces adjacents.

## Contrôle

Par contrôle, on entend les contrôles, essais, épreuves et vérifications qualitatives qui s’appliquent aussi bien aux matériaux et aux produits qu’aux ouvrages et matériels fabriqués ou mis en œuvre.

En plus des contrôles effectués par le maître d’œuvre, conformément à l’article 24.4 du CCAG-travaux, le titulaire doit réaliser à sa charge les essais de fonctionnement de ses installations et communiquer les attestations d’essais de fonctionnement de l’Agence Qualité Construction (AQC) au représentant du pouvoir adjudicateur, au maître d’œuvre ainsi qu’au contrôleur technique pour avis.

### Contrôles des ouvrages et / ou parties d’ouvrages

Tous les contrôles des ouvrages et/ou parties définis dans le marché sont à la charge exclusive du titulaire. Ces contrôles doivent être exécutées par le contrôleur technique et/ou laboratoire notoirement compétent que le titulaire soumettra à l’agrément du maître d’œuvre.

### Contrôles en usine ou en atelier

Le maitre d’œuvre peut se faire représenter dans les usines, magasins, ateliers et carrières du titulaire et de ses fournisseurs pour d’éventuelles opérations de vérification et d’essais des matières premières avant usinage, de contrôle de la fabrication et d’exécution des fournitures destinées aux travaux du marché.

Les diligences nécessaires pour permettre cette représentation auprès des fournisseurs incombent au titulaire.

Le fait que le maitre d’œuvre n’use pas de cette faculté ne dégage en rien le titulaire des responsabilités découlant de ses obligations d’autocontrôle de la qualité des matériaux qu’il emploie.

### Autocontrôle

Les dispositions relatives à l’autocontrôle sont définies.

Le titulaire dans le cadre de sa responsabilité doit assurer son propre autocontrôle, ce qui inclut entre autres :

- Des essais de conformité et de fonctionnement ;

- La transmission systématique des comptes rendus exhaustifs des essais, tant au maitre d’œuvre qu’au contrôleur technique.

La procédure suivante est à appliquer aux matériaux et équipements, ainsi qu’aux modes d’exécution et de montage :

* Identification de chaque matériau ou équipement sur une fiche d’autocontrôle numérotée, comportant les champs suivants ;
* Le mode d’exécution de l’ouvrage ;
* Les précautions à prendre (compléments éventuels au P.P.S.P.S.) ;
* L’objectif qualitatif recherché ;
* Les tolérances à respecter ;
* Les contrôles à effectuer.
* Avant le début de la prestation concernée, le conducteur de travaux remplit la fiche d’autocontrôle en concertation avec les chefs d’équipes ou compagnons concernés.
* Les fiches remplies et faisant apparaître l’autocontrôle sont regroupées dans un classeur spécifique à disposition du Maître d’Œuvre et du Contrôleur technique.

### Autres contrôles et essais

Le maitre d’œuvre se réserve le droit d’effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché.

## Démarches qualité

En plus des éléments de démarche qualité exposée par le titulaire dans son mémoire technique joint lors de la remise de son offre, la maitrise d’œuvre met en place dès le début de la phase de préparation de chantier l’ensemble des documents et procédures concernant la démarche qualité applicables à cette opération.

Cette démarche comprend notamment l’établissement et l’utilisation des documents types (agrément des sous-traitants, PV de réception, remise des plans d’exécution avec avis du maitre d’œuvre et du Contrôleur technique, validation des documents d’études, suivi des arrivées de matériaux, listes des travailleurs et véhicules, établissement et mise à jour du P.P.S.P.S etc...), l’ensemble des points d’arrêts et points critiques de chantier (contrôle des échafaudages, permis feu, échantillons in situ, approvisionnements, évacuations, inspections communes du Coordonnateur SPS, etc…) etc…

Chaque entreprise doit participer et se soumettre à cette démarche qualité, tous les documents et toutes sujétions que cela implique étant implicitement inclus dans son offre

## Qualité environnementale

Il est donc attendu du titulaire dans le cadre de la qualité environnementale :

* Qu’il réalise la qualité environnementale projetée en mettant en œuvre des matériaux, des produits, des équipements de qualité au moins égale à celle préconisée. De ce fait, tout changement devra faire l’objet d’une demande de visa accompagnée d’une fiche environnementale avec la documentation concernant le remplacement proposé.
* Que leur mise en œuvre soit respectueuse de l’environnement.
* Qu’il contribue à faciliter l’exploitation du bâtiment en donnant des renseignements précis sur l’entretien à prévoir pour chaque ouvrage réalisé ou chaque équipement installé.

## Documents à fournir avant, pendant et en fin de chantier

### Pendant la période de préparation

Il est procédé, avant tout commencement d’exécution des travaux et au cours de cette période, et en dérogation aux articles 28.2, 28.3, 28.5 et 29 du CCAG-TVX, aux opérations énoncées suivantes :

|  |  |
| --- | --- |
| **Prestations** | **Délais** |
| Établissement et remise au maître d’œuvre du programme d’exécution et de ses annexes | 5 jours |
| L’ouverture du registre de chantier par le maître d’œuvre | 5 jours |
| Élaboration par le titulaire du calendrier détaillé d’exécution | 5 jours |
| Établissement et remise au CSPS du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) | 5 jours |
| Établissement et remise au maître d’œuvre du plan d’assurance qualité | 5 jours |
| Remise des procès-verbaux et/ ou des attestations de matériaux par les entreprises au maître d’œuvre et au contrôleur technique | 5 jours |
| Établissement de la convention d’utilisation des échafaudages le cas échéant | 5 jours |
| Etablissement du schéma d’organisation et de gestion des déchets (SOGED) | 5 jours |

Les rectifications qui seraient demandées au titulaire devront être faites dans un délai de trois (3) jours.

En cas de retard dans l’établissement, la remise ou la rectification de ces pièces, il sera fait application de la pénalité fixée au CCAP.

### Relevés des existants

Le titulaire doit la fourniture des relevés de l’ensemble des ouvrages détaillés dans le CCTP.

### Inspections sondages et purges

Sans objet

### Etudes et dessins d’exécution (réalisation et visa)

Conformément à l’article 29.1 du CCAG-Travaux, le titulaire doit réaliser avant le commencement de la phase fabrication, l’ensemble des études d’exécution pour la conception de ses ouvrages, comprenant :

* Plans,
* Coupes,
* Détails d’exécution,
* Notes de calculs,
* Toutes les fiches techniques,
* Tous les avis techniques,
* Attestations et/ou PV d’essais.

Le titulaire doit fournir l’ensemble au maitre d’œuvre et au contrôleur technique pour validation préalable, avant toute mise en fabrication, commande ou début des travaux, et ceux dans un délai permettant des corrections éventuelles.

Le titulaire doit indiquer les dimensions des ouvrages sur les pièces graphiques et écrites, y compris sur les notices techniques de fabrication et de façonnage jointes. Les dimensions doivent être validées par le Maitre d’œuvre et le contrôleur technique.

Les plans doivent être accompagnés autant que nécessaire :

* Des notices explicatives et justificatives,
* Des notices et caractéristiques des matériaux et matériels utilisés ;
* Des méthodes d’essais éventuels ;
* Du mode d’exécution et phasage ;
* Le détail du dimensionnement, cotation, altimétrie…
* De la nomenclature des composants ;

Les notes de calcul doivent être claires et détaillées pour en permettre une parfaire compréhension. Toute formule utilisée doit être justifiée, soit par des éléments de démonstration à partir des lois connues de la physique, soit par des références très précises aux publications ou auteurs cités. Dans le cas des notes de calculs effectuées informatiquement, le titulaire doit fournir :

* La description détaillée de la méthode de calcul et des caractéristiques du programme utilisé
* La liste des hypothèses de calculs
* La liste des résultats
* Une note expliquant et commentant les résultats, sans le listing informatique inutile à la compréhension du programme.

Les délais :

Le titulaire doit transmettre les études d’exécution dans un délai de 5 jours à compter de la notification du marché conformément à l’article 2.8.1 du CCTP.

Le délai d’examen du maitre d’œuvre ainsi que le contrôleur technique est de 10 jours ouvrés à compter de la réception des documents. Si à la suite de la transmission de ces documents, le maitre d’œuvre, le contrôleur technique sont conduits après contrôle à émettre des observations ou des réserves nécessitant une reprise des documents par le titulaire, en aucune manière cette reprise ne devra remettre en cause le planning des études, ni la rémunération du titulaire.

Le planning d’exécution tient compte d’une reprise systématique du 1er indice de diffusion de chaque document.

A réception des réserves et observations du maitre d’œuvre, contrôleur technique, le titulaire doit transmettre des documents modifiés dans un délai qui ne remet pas en cause le planning d’exécution.

Le titulaire ne peut commencer l’exécution d’un ouvrage qu’après avoir reçu le visa de la maitrise d’œuvre et du contrôleur technique sur les documents nécessaires à leur exécution. Dans le cas où il mettrait en œuvre ou en fabrication des prestations avant l’obtention de ces visas, il conservera la responsabilité des conséquences de tous les ordres pouvant se dérouler : refus de l’ouvrage, dépose, démolition, réfection.

Le titulaire demeure exclusivement et entièrement responsable des erreurs ou omissions qui pourraient résulter de ses calculs, études et documents d’exécution. Il ne saurait, quel que soit l’état d’avancement des études et des travaux, y compris après leur achèvement, prétexter du visa apposé sur ses documents par la maitrise d’œuvre et/ou le contrôleur technique, pour se soustraire à ses obligations contractuelles, ou pour en diminuer la portée.

En cas de défaillance de production de plans d’exécution par le titulaire, nécessitant l’établissement de plans par la maitrise d’œuvre pour suppléer aux manquements, ou encore un trop grand nombre d’indice de plans d’exécution nécessitant un temps de correction très important pour la maitrise d’œuvre, donneront lieu à la mise en place de pénalités par le maitre d’ouvrage.

Pendant les travaux :

Le dossier d’exécution complet remis à jour, notamment dans le cas où des hypothèses formulées lors de la préparation de chantier ne correspondraient pas à la méthodologie finalement retenue. Le P.P.S.P.S remis à jour du titulaire et/ou de ses sous-traitants, et selon demande du Coordonnateur S.P.S.

Les projets de décomptes définitifs doivent décrire les travaux avec précision et les localiser avec exactitude. A chaque projet de décompte doit être joint l’attachement figuré correspondant aux travaux décrits dans ledit décompte. Les attachements doivent être côtés, datés et soumis au visa du maitre d’œuvre. L’apurement des comptes ne peut être faite qu’avec la production de ces pièces, il en est de même pour la réception des travaux.

Après travaux :

Le titulaire doit remettre l’ensemble du Dossier Documentaire des Ouvrages Exécutés (D.D.O.E), nécessaire à la justification des travaux et à leur localisation. Les dossiers doivent comprendre :

* Les plans d’exécution conformes aux ouvrages réalisés et établis par le maître d’œuvre, avec les modifications intervenues en cours d’exécution ;
* Les notices de fonctionnement des éléments d’équipement mis en œuvre ;
* Les prescriptions de maintenance : le titulaire doit indiquer les opérations de maintenance à engager dans les différents délais de garantie [(parfait achèvement de 1 an, bon fonctionnement de 2 ans et garantie décennale)](https://www.placedeschantiers.fr/blog-artisan/reglementation-batiment/assurances-professionnels-btp/) ;
* Les notes de calcul des différents ouvrages ;
* Les fiches de données de sécurité ;
* Les notices techniques (définition, typologie, caractéristiques des matériels et matériaux utilisés…) ;
* Le manuel de l’utilisateur le cas échéant ;
* Les formations à l’utilisation des équipements et du matériel le cas échéant ;
* Les préconisations sur les produits d’entretien ;
* La liste des pièces détachées ;
* Les plans de recollement ;
* Les conditions de garantie des fabricants attachées aux équipements ;
* Les constats d’évacuation des déchets et les bordereaux de suivi des déchets dangereux…

Le D.O.E. contiendra également :

* Une page de garde sur laquelle figurera le nom du titulaire et ses coordonnées, les noms et coordonnées de ses prestataires (bureaux de contrôle, bureaux d’étude, sous-traitants, …), le nom du chantier, la date ;
* Une table des matières listant les différents documents fournis.

Le D.O.E sera fourni en deux exemplaires papier et un exemplaire numérique sur support physique (clé USB). La version numérique du D.O.E. comportera l’intégralité des documents présents dans la version papier.

### Format des documents à fournir

Les plans doivent être exécutés impérativement sur informatique (logiciel de DAO : AUTOCAD), et en complément d’une version PDF et papier.

# DESCRIPTIONS DU PRESENT LOT

Les prestations compris dans le présent marché sont listées ci-dessous :

## Installations de chantier

### Eclairage de chantier

Fourniture et installation d'un coffret de chantier et de projecteurs pour l'éclairage du chantier.

Toutes sujétions comprises.

### Nettoyage et évacuation des gravats

Le titulaire doit l’évacuation de tous les gravats du chantier. Un nettoyage quotidien est obligatoire dans les circulations et à l’intérieur de la zone chantier. Un nettoyage complet doit être effectué à la fin du chantier.

Le nombre et le volume de gravats est à estimer par le titulaire. Ces gravats sont à évacuer par l'entreprise titulaire du marché.

Toutes sujétions comprises.

### Palissades de chantier

Fourniture et pose d’une palissade de chantier verticale en bois M1, auto-stable et pré-peinte en gris RAL 7047.

Hauteur de la palissade : 250 cm. Quantité : 10,00 ML.

Le titulaire doit prévoir une réservation pour l’emplacement d’une porte standard 1UP (se référer à l’article 3.1.4.).

Pour cette mise en place, aucun percement au sol ne doit être envisagé. La finition bois doit être uniforme et lisse.

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

### Porte de chantier

Fourniture et pose d’une porte d’accès chantier en bois M1 1UP.

Dimensions : 90 cm de passage libre Hauteur standard 205 cm. Quantité : 1.

Le titulaire doit prévoir une serrure à clé permettant la fermeture de cette porte, cylindre européen.

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

### Protection en polyane M1

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour protéger les accès et baliser le chantier. Pendant les travaux, toutes les précautions doivent être prises pour ne pas endommager les existants, tant à l’intérieur qu’à l’extérieur des locaux (sols, parois, plafonds, etc…).

Fourniture et pose d’une protection en polyane M1 (bâchage étanche) au « plafond » de l’emprise chantier et d’une protection en polyane M1 au sol pour protéger l’existant.

Quantité : 12,00 m².

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

### D.O.E.

Réalisation et transmission des DOE.

Se référer à l'article 2.9.4 du présent CCTP.

Toutes sujétions comprises.

## Curage de l’existant

Une étude de structures a été réalisée au préalable par le Bureau d’Étude Structure : il est fourni en annexe PC-05. Le rapport atteste la faisabilité du projet et précise la composition des cloisons et des doublages existants.

Les travaux de curage doivent être exécutés conformément aux règles en vigueur, notamment en ce qui concerne les mesures de sécurité. Le titulaire est responsable des désordres pouvant survenir suite aux travaux qu’il met en œuvre.

Le titulaire doit fournir le bon de décharge des gravois évacués ainsi qu’un bordereau de Suivi de Déchets quel que soit leur type (se référer à l’article 2.4.11. du présent CCTP).

La dépose des équipements sanitaires, tel que les lavabos, mitigeurs, WCs, urinoirs ou rince œil ; et les accessoires sanitaires, tel que les sèche-mains, les poubelles, poubelles hygiéniques, rouleaux de papier toilette, portes brosse et brosses ou distributeurs de savon, ne sont pas à la charge du titulaire : ils sont déposés par l’équipe technique interne CVC-Plomberie, l’équipe technique interne CFo ou le Service interne des Moyens Généraux.

### Dépose et évacuation de deux receveurs de douche et leurs maçonneries

Dépose et évacuation des deux receveurs de douche existant et leurs maçonneries attenantes. Le titulaire doit la remise en état des maçonneries ou murs attenant suite à la dépose. Une interface est à prévoir avec les équipes techniques interne CVC-Plomberie.

Dimensions d’un receveur de douche : 70 x 70 cm. Quantité de receveur de douche : 2.

**Les travaux bruyants sont à prévoir en horaires décalées.**

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

### Dépose et évacuation de deux bancs maçonnés

Dépose et évacuation des deux bancs maçonnés existants. Le titulaire doit la remise en état des maçonneries ou murs attenant suite à la dépose.

Dimensions d'un banc : 110 x 40 x 10 cm. Quantité de banc maçonné : 2.

**Les travaux bruyants sont à prévoir en horaires décalées.**

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

### Dépose et évacuation de la faïence murale

Dépose et évacuation des faïences murales existantes. La dépose des faïences murales comprend notamment le décollage, par tous moyens appropriés en fonction du support, grattage à vif, ponçage, brossage du support et nettoyage de tout élément, y compris la colle ou le mortier. Le titulaire doit effectuer une dépose soigneuse pour laisser une surface plane, sans irrégularités trop importantes (< 5mm), permettant de recevoir les nouveaux revêtements.

Dimensions faïences : 10 x 10 cm. Quantité de faïence murale : 45,50m².

**Les travaux bruyants sont à prévoir en horaires décalées.**

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

### Dépose et évacuation du carrelage au sol

Dépose et évacuation du carrelage au sol existant. La dépose du carrelage au sol comprend notamment le décollage, par tous moyens appropriés en fonction du support, grattage à vif, ponçage, brossage du support et nettoyage de tout élément, y compris la colle ou le mortier. Le titulaire doit effectuer une dépose soigneuse pour laisser une surface plane, sans irrégularités trop importantes (< 5mm), permettant de recevoir les nouveaux revêtements.

Dimensions du carrelage au sol : 10 x 10 cm. Quantité de carrelage au sol : 21,00m².

**Les travaux bruyants sont à prévoir en horaires décalées.**

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

### Dépose et évacuation des cloisons

Dépose et évacuation des cloisons existantes. Le titulaire doit porter une attention particulière à la préservation des installations lors de la dépose des doublages et doit la remise en état des maçonneries ou murs attenant suite à la dépose.

Hauteur sous faux-plafond connu : 220 cm. Quantité de cloison : 13,50 ML.

**Les travaux bruyants sont à prévoir en horaires décalées.**

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

### Dépose et évacuation des portes

Dépose et évacuation des portes en bois existantes. La dépose des blocs-portes comprend notamment la dépose des menuiseries intérieures, des bâtis, des habillages, de la quincaillerie (paumelle, serrure, cylindre, crémone, etc…), du calfeutrement et du descellement de toutes les fixations, cadres, coltinage, etc…

Le titulaire doit porter une attention particulière à la préservation des installations lors de la dépose des doublages et doit la remise en état des maçonneries ou murs attenant suite à la dépose.

Dimensions : 60 cm passage libre. Hauteur standard 205 cm. Quantité de porte : 4.

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

NOTA : la porte métallique d’accès au sanitaire homme contenant de l’amiante ne fait pas partie de la mission qui fait l’objet du présent marché. Elle est déposée, avant l’intervention du titulaire, par l’entreprise de désamiantage EKKO PLUS titulaire d’un accord-cadre avec le EPMO-VGE.

### Dépose et évacuation des trappes carrelées

Dépose et évacuation des trappes carrelées existantes. Le titulaire doit la remise en état des maçonneries ou murs attenant suite à la dépose.

Dimensions : 70 x 50 cm. Quantité de trappe carrelée : 2.

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

### Dépose et évacuation des trappes métalliques

Dépose et évacuation des trappes métalliques existantes. Le titulaire doit la remise en état des maçonneries ou murs attenant suite à la dépose.

Dimensions : 30 x 30 cm. Quantité de trappe métallique : 2.

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

### Dépose et évacuation des miroirs

Dépose et évacuation des miroirs existants, au droit des lavabos. Le titulaire doit la remise en état des maçonneries ou murs attenant suite à la dépose.

Dimensions : 40 x 50 cm. Quantité de miroir : 3.

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

### Dépose et évacuation des siphons de sol

Dépose et évacuation des siphons de sol existant. Le titulaire doit une dépose soigneuse des siphons de sol et leur remise en état suite à la dépose. Une interface est à prévoir avec les équipes techniques interne CVC-Plomberie.

Dimensions : 15 x 15 cm. Quantité de siphons de sol : 2.

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

### Dépose et évacuation des faux-plafonds

Dépose et évacuation des faux-plafonds en plâtre.

Hauteur sous faux-plafond : 220 cm. Quantité de faux-plafonds : 14 m².

La dépose du faux-plafond comprend notamment la dépose de tous types de faux-plafonds (placo-plâtre, staff, etc…). Le titulaire prend à sa charge tous les moyens d’accès en hauteur (échafaudage, gazelle, etc…) et doit fournir l’ensemble des documents nécessaires à l’autorisation d’utilisation de ces moyens d’accès en hauteur (attestation montage d’échafaudage, CACES, etc…). **Les travaux bruyants sont à prévoir en horaires décalées.**

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

## Gros-œuvre

### Fourniture et pose de deux receveurs de douche et leurs maçonneries

Fourniture et pose de deux receveurs de douche extra plat rectangulaire, de type "EASY" de chez SENSEA **ou équivalent,** surélevé à 17 cm pour l’arase supérieure, sur un socle maçonné hydrofuge à sceller dans la chape. Le socle maçonné comprend notamment la réservation nécessaire pour la mise en place de trappe prêt à carreler (se référer à l’article 3.4.5. du présent CCTP) et les raccords de maçonneries nécessaires.

Le titulaire doit prévoir un joint d’appui en mousse entre le support et le receveur lors de la pose des receveurs de douche. La pose et le traitement des joints doivent être conforme aux prescriptions du DTU 60.1 : les joints d’étanchéité (5mm) doivent être souples et fongicides, placés autour des receveurs de douche et au droit de la jonction faïence et receveur.

Une interface est à prévoir avec les équipes techniques interne CVC-Plomberie.

Dimensions : 90 x 90 cm. Quantité de receveur de douche : 2. Finition Blanc, antidérapant, extra-plat.

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

### Fourniture et pose de deux bancs maçonnés

Fourniture et pose de deux bancs maçonnés hydrofuges prêt à carreler en forme de L et fixés au mur. La fourniture et la pose des deux bancs maçonnés comprend notamment la réalisation des maçonneries, l’empochement dans les parois, y compris toutes sujétions de fixation dans le voile, et ses raccords hydrofuges selon les plans du dossier graphique.

Dimensions : 30 x 60 cm. Épaisseur : 8 cm. Hauteur fini du banc par rapport au sol : 50 cm. Quantité de bancs maçonné : 2.

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

### Percements de 40 mm

Le titulaire doit effectuer sept percements dans les dalles bétons situées au-dessus des douches hommes et femmes. Les emplacements précis sont à prévoir en interface avec les équipes techniques interne CVC-Plomberie ultérieurement.

Diamètre : 40 mm. Quantité : 7.

**Les travaux bruyants sont à prévoir en horaires décalées.**

Toutes sujétions comprises.

## Second œuvre

### Fourniture et pose de cloisons BA13 hydrofuge, épaisseur 7 cm

Fourniture et pose de cloisons en plaques de plâtre BA13 hydrofuge, de 7 cm d'épaisseur y compris ossature métallique renforcée à l'endroit de la fixation de l’ensemble des équipements sanitaires installées par les équipes internes CVC-Plomberie.

Le titulaire doit prévoir les réservations nécessaires permettant la mise en place des trappes d’accès : se référer aux articles 3.4.3. et 3.4.4. du présent CCTP. Les joints entre parois et les rebouchages doivent être réalisés avec un enduit hydrofuge.

La mise en œuvre des cloisons de distribution est constituée :

* D’une ossature métallique à base de rails et de montants simples et/ou doublés dos à dos en acier galvanisé. Epaisseur 100/70. Le titulaire propose, sous validation de la maîtrise d’œuvre, un renforcement ponctuel de l’ossature adaptée pour la fixation des vasques, des miroirs et des WC. **La maîtrise d’œuvre valide le traçage in situ.**
* D’un parement par face constitué d’une ou deux plaques de plâtre cartonnées hydrofuges.
* D’un remplissage par panneaux semi-rigides en laine de verre d’épaisseur compatible avec l’ossature, compris toutes fixations, le traitement des joints et angles rentrants par couches d’enduits hydrofuges et bandes à joints, traitement des angles sortants par couches d’enduits et bandes armées ou cornières métalliques, les jonctions sur huisseries, les calfeutrements en tête et pied de cloisons ainsi que le bouchage des têtes de vis et ponçage.

Quantité de cloison : 8,00 ML.

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

### Fourniture et pose de cloisons BA13 hydrofuge, épaisseur 10 cm

Fourniture et pose de cloisons en plaques de plâtre BA13 hydrofuge, de 10 cm d'épaisseur y compris ossature métallique renforcée à l'endroit de la fixation de l’ensemble des équipements sanitaires installées par les équipes internes CVC-P. Le titulaire doit prévoir les réservations nécessaires permettant la mise en place des blocs-portes 60 cm de passage libre : se référer à l’article 3.4.6 du présent CCTP. Les joints entre parois et les rebouchages doivent être réalisés avec un enduit hydrofuge.

La mise en œuvre des cloisons de distribution sont constituées :

* D’une ossature métallique à base de rails et de montants simples et/ou doublés dos à dos en acier galvanisé. Epaisseur 100/70. Le titulaire propose, sous validation de la maîtrise d’œuvre, un renforcement ponctuel de l’ossature adaptée pour la fixation des vasques, des miroirs et des WC. **La maîtrise d’œuvre valide le traçage in situ.**
* D’un parement par face constitué d’une ou deux plaques de plâtre cartonnées hydrofuges.
* D’un remplissage par panneaux semi-rigides en laine de verre d’épaisseur compatible avec l’ossature, compris toutes fixations, le traitement des joints et angles rentrants par couches d’enduits hydrofuges et bandes à joints, traitement des angles sortants par couches d’enduits et bandes armées ou cornières métalliques, les jonctions sur huisseries, les calfeutrements en tête et pied de cloisons ainsi que le bouchage des têtes de vis et ponçage.

Quantité de cloison : 9,00 ML.

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

### Fourniture et pose de trappes M1 60 x 60 cm

Fourniture et pose de trappes de visite hydrofuges, réaction au feu M1, à 1 ouvrant, prêt à carreler de type STANDERS **ou équivalent**, composées d’un cadre d’aluminium. Le scellement du cadre, l’adaptation de l’ossature, le calfeutrement et raccord en matériau adapté sont compris dans la prestation. **Le traçage pour l’emplacement des trappes est à réaliser sur site avec la maîtrise d’œuvre et le responsable technique interne en CVC-P.**

Dimensions 60 x 60 cm. Quantité de trappes : 3.

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

### Fourniture et pose de trappes M1 30 x 30 cm

Fourniture et pose de trappes de visite hydrofuges, réaction au feu M1, à 1 ouvrant, prêt à carreler de type STANDERS **ou équivalent**, composées d’un cadre d’aluminium. Le scellement du cadre, l’adaptation de l’ossature, le calfeutrement et raccord en matériau adapté sont compris dans la prestation. **Le traçage pour l’emplacement des trappes est à réaliser sur site avec la maîtrise d’œuvre et le responsable technique interne en CVC-P.**

Dimensions 30 x 30 cm. Quantité de trappes : 1.

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

### Fourniture et pose de trappes M1 60 x 15 cm

Fourniture et pose de trappes de visite hydrofuges, réaction au feu M1, à 1 ouvrant, prêt à carreler de type STANDERS **ou équivalent**, composées d’un cadre d’aluminium. Le scellement du cadre, l’adaptation de l’ossature, le calfeutrement et raccord en matériau adapté sont compris. **Le traçage pour l’emplacement des trappes est à réaliser sur site avec la maîtrise d’œuvre et le responsable technique interne en CVC-P.**

Dimensions 60 x 15 cm. Quantité de trappes : 2.

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

### Fourniture et pose de portes en bois M1

Fourniture et pose de blocs-portes en bois, réaction au feu M1, prêt à peindre sur serrure à cylindre européen, fermeture sur verrou. Le scellement du cadre, l’adaptation de l’ossature, le calfeutrement et raccord en matériau adapté sont compris dans la prestation. **Le traçage pour l’emplacement des blocs-portes est à réaliser sur site avec la maîtrise d’œuvre.**

Dimensions : 60 cm de passage libre. Hauteur standard 205 cm. Quantité : 5.

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

### Fourniture et pose d’une porte métallique CF 1/2h identique à l’existant

Fourniture et pose d’un bloc-porte en métal CF 1/2h muni d’un ferme-porte, prêt à peindre, avec oculus vitré, sur serrure à cylindre européen, fermeture à clé.

Le scellement du cadre, l’adaptation de l’ossature, le calfeutrement et raccord en matériau adapté sont compris dans la prestation. L’emplacement du bloc-porte se situe en lieu et place de l’ancien emplacement. Une réservation dans le mur en parpaing est déjà présent.

Les caractéristiques du bloc-porte est similaire à l’existant et doit être validé par la maîtrise d’œuvre. **Un PV de résistance au feu de la porte, en cours de validité**, doit être transmis en amont par le titulaire pour validation de la part de la maîtrise d’œuvre et du Bureau de Contrôle.

Dimensions : 80 cm de passage libre. Hauteur standard 205 cm. Quantité : 1.

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

### Fourniture et pose de faux-plafonds BA13 hydrofuge M1

Fourniture et pose d’un faux-plafond suspendu en plaques de plâtre BA13 hydrofuges, réaction au feu M1, prêt à peindre, fixée mécaniquement sur l’ossature support.

Fourniture et pose comprend :

* Ossature primaire en acier galvanisé d'épaisseur 75/100ème et fourrures en acier galvanisé d'épaisseur 6/10ème, fixées aux structures existantes par des chevilles pour béton fissuré (DTU 25.41) et des vis de 25 mm minimum
* Plaques de plâtre BA 13 à bords amincis jointoyée par calicot et colle entre plaques et entre plaques et parois. Compris toutes retombées entre niveaux différents (plaques de plâtre plein)
* Cornières périphériques

La prestation comprend toutes sujétions de pose, traitement des joints hydrofuge, coupes etc… et réservations pour incorporation de luminaires avec renforts, si nécessaire.

**Les travaux bruyants sont à prévoir en horaires décalées.**

Hauteur sous faux-plafond : 220 cm. Quantité : 13,00 m².

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

### Fourniture et pose d’une paroi séparative pour les urinoirs

Fourniture et pose d’une paroi séparative pour les urinoirs en verre sécurité trempé rectangulaire blanc aux bords arrondis, fixation en métal inox brossé résistant à la corrosion de type « 115.211.TD.1 » de chez GEBERIT **ou équivalent**.

**Le traçage pour l’emplacement de cette paroi est à réaliser sur site avec la maîtrise d’œuvre.**

Dimensions 43,2 x 75,4 cm. Quantité : 1.

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

### Fourniture et pose de parois de douches coulissantes

Fourniture et pose de parois de douche de trois panneaux en verre sécurité trempé transparent à ossature en profilés chromés résistant à la corrosion, ouverture coulissante sur roulement à billes de type « EASY » de chez SENSEA **ou équivalent**.

**Le traçage pour l’emplacement des parois de douches coulissantes est à réaliser sur site avec la maîtrise d’œuvre.**

Dimensions : 100 x 190 cm. Epaisseur verre 6mm. Quantité : 2.

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

### Fourniture et pose d’un ensemble menuisé M1 : placard



Fourniture et pose d’un ensemble menuisé réalisé en bois MDF hydrofuge, réaction au feu M1, finition lisse prêt à peindre, composé d’un caisson rectangulaire, de deux étagères et d’une façade de placard à un ouvrant sur charnière « invisible » robuste en inox résistant à la corrosion. Une poignée inox brossé rectangulaire vient s’encastrer dans cet ouvrant et intègre une serrure sur carré pompier. **Le titulaire propose une référence de poignée qui doit être soumis à validation de la maîtrise d’œuvre.**

Le titulaire doit prévoir une co-activité avec l’équipe technique interne CVC-P pour le passage des réseaux en plinthe de l’ensemble menuisé. Un relevé doit être effectué par le titulaire au préalable. **Le traçage pour l’emplacement de cet ensemble menuisé est à réaliser sur site avec la maîtrise d’œuvre.**

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

*Exemple de poignée*

## Finitions

Le présent marché ne prend pas en compte les prestations de peinture qui restent à la charge de l’entreprise titulaire d’un accord-cadre avec l’EPMO-VGE

### Fourniture et pose de faïence murale de type 1

Fourniture et pose de faïences murales en grès cérame coloré mat, de type « Terratech » DE CHEZ MARAZZI, coloris « Vinaccia » **ou équivalent**. **Le titulaire doit fournir à la maîtrise d’œuvre un échantillon de faïence murale pour validation avant d’effectuer toute commande. Le titulaire doit porter une attention particulière au calepinage de la faïence et doit être impérativement valider avant la pose par la maîtrise d’œuvre.**

Le titulaire doit prévoir un SPEC, Système de Protection d’Étanchéité Liquide sous faïences, carrelages et douches entre les cloisons en BA13 hydrofuge et la faïence ou le carrelage. Le produit doit être compatible avec les caractéristiques géométriques des revêtements et des colles et doit posséder un Avis Technique en cours de validité. Le titulaire doit être conforme au DTU 52.2 et doit prévoir des joints d’étanchéité périphériques.

Le titulaire doit notamment :

* Les sujétions de mise à niveau ;
* Le nettoyage du support et le traçage ;
* Les coupes droites, biaises, circulaires et les découpes autour des fourreaux et canalisations ;
* Les façons de raccordement sur les parties existantes conservées ;
* Les façons d’angles et d’arêtes ;
* Les joints type weberjoint design **ou équivalent** (coloris au choix de la maîtrise d’œuvre) ;
* Les joints périmétriques.

Dimensions de la faïence : 30 x 60 cm. Quantité : 9,00 m².

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

### Fourniture et pose de faïence murale de type 2

Fourniture et pose de faïences murales en grès cérame coloré mat, de type « Terratech » DE CHEZ MARAZZI, coloris « CANNELLA » **ou équivalent**. **Le titulaire doit fournir à la maîtrise d’œuvre un échantillon de faïence murale pour validation avant d’effectuer toute commande. Le titulaire doit porter une attention particulière au calepinage de la faïence et doit être impérativement valider avant la pose par la maîtrise d’œuvre.**

Le titulaire doit prévoir un SPEC, Système de Protection d’Étanchéité Liquide sous faïences, carrelages et douches entre les cloisons en BA13 hydrofuge et la faïence ou le carrelage. Le produit doit être compatible avec les caractéristiques géométriques des revêtements et des colles et doit posséder un Avis Technique en cours de validité. Le titulaire doit être conforme au DTU 52.2 et doit prévoir des joints d’étanchéité périphériques.

Le titulaire doit notamment :

* Les sujétions de mise à niveau ;
* Le nettoyage du support et le traçage ;
* Les coupes droites, biaises, circulaires et les découpes autour des fourreaux et canalisations ;
* Les façons de raccordement sur les parties existantes conservées ;
* Les façons d’angles et d’arêtes ;
* Les joints type weberjoint design **ou équivalent** (coloris au choix de la maîtrise d’œuvre) ;
* Les joints périmétriques.

Dimensions de la faïence : 30 x 60 cm. Quantité : 35,00 m².

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

### Fourniture et pose de carrelage au sol

Fourniture et pose de faïences murales en grès cérame coloré mat, de type « Terratech » DE CHEZ MARAZZI, coloris « CANNELLA » **ou équivalent**. **Le titulaire doit fournir à la maîtrise d’œuvre un échantillon de carrelage au sol pour validation avant d’effectuer toute commande. Le titulaire doit porter une attention particulière au calepinage du carrelage et doit être impérativement valider avant la pose par la maîtrise d’œuvre.**

Le titulaire doit prévoir un SEL, Système d’Étanchéité Liquide sous carrelage. Le produit doit être compatible avec les caractéristiques géométriques des revêtements, des colles et des pentes nécessaires ; et doit posséder un Avis Technique en cours de validité. Le titulaire doit être conforme au DTU 52.2 et doit prévoir des joints d’étanchéité périphériques.

La présence de siphons de sol impose au titulaire de mettre en œuvre une pense de 1% vers les siphons de sol sur l’ensemble des locaux.

Le titulaire doit notamment :

* Les sujétions de mise à niveau ;
* Le nettoyage du support et le traçage ;
* Les coupes droites, biaises, circulaires et les découpes autour des fourreaux et canalisations ;
* Les façons de raccordement sur les parties existantes conservées ;
* Les façons d’angles et d’arêtes ;
* Les joints type weberjoint design **ou équivalent** (coloris au choix de la maîtrise d’œuvre) ;
* Les joints périmétriques.

Dans le cadre de son intervention, il appartient au titulaire de s’enquérir de la destination des futurs locaux rénovés afin d’adapter le classement UPEC au revêtement à poser.

Classement UPEC exigé : U3 P2 E2 C1 conformément au cahier du CSTB 3782\_V2.

La fiche technique du carrelage fournie par le titulaire doit préciser la glissance selon la norme française XP P05-011 « Revêtement de sol – Classement des locaux en fonction de leur résistance à la glissance » **ou équivalent** et doit être soumis à validation par la maîtrise d’œuvre et le Bureau de Contrôle.

Dimensions du carrelage au sol : 30 x 60 cm. Quantité : 28,00 m².

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

### Fourniture et pose d’une barre de seuil d’arrêt

Fourniture et pose d’une barre de seuil d’arrêt en inox résistant à la corrosion, à sceller sous le carrelage, permettant une transition finie entre le sol en résine de la circulation à l’extérieur des sanitaires et la finition en carrelage à l’intérieur.

Dimensions : 90 cm. Quantité : 2.

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

## Accessoires

Les prestations de fournitures et de poses d’équipements accessoires de sanitaires tel que les poubelles, poubelles hygiéniques, brosses et porte brosses, desserte à papier toilette ou distributeurs à savon ne sont pas pris en compte dans le présent marché : un accord-cadre interne géré par le Service des Moyens Généraux interne exécutera ces prestations. La fourniture et l’installation de sèche-mains n’est pas non plus prise en compte dans le présent marché : cela reste à la charge du prestataire interne CFo.

### Fourniture et pose de siphons de sols

Fourniture et pose de deux siphons de sol en inox résistant à la corrosion, en lieu et place des siphons existants déposé (se référer à l’article 3.2.10.) sur attente laissées par le prestataire interne CVC-P.

Le titulaire doit un SEL, Système d’Étanchéité Liquide sous carrelage et une pente de 1% vers ces siphons (se référer à l’article 3.5.3. du présent CCTP). Le titulaire doit fournir un Avis Technique en cours de validité pour l’étanchéité de ces siphons.

Dimensions : 15 x 15 cm. Quantité : 2.

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

### Fourniture et pose de miroirs rétroéclairés

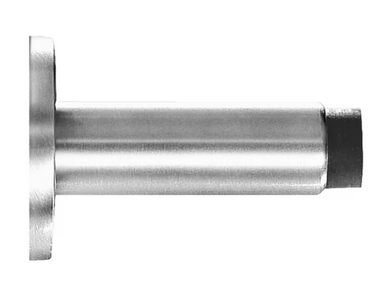
Fourniture et pose, par fixation murale en inox résistant à la corrosion, de miroirs rectangulaires, rétroéclairés par un éclairage LED intégré, de type « L58 » de chez ARTFORMA **ou équivalent**.

**Le traçage pour l’emplacement de ces miroirs est à réaliser sur site avec la maîtrise d’œuvre.**

Dimensions : 80 x 90 cm. Quantité : 2.

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

### Fourniture et pose de butées de porte murales

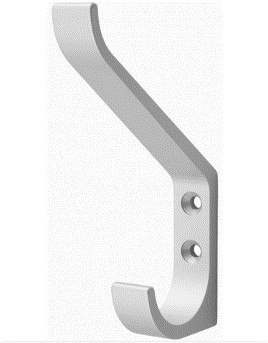
Fourniture et pose de butées de porte murale en inox résistant à la corrosion au droit de chaque porte.

Quantité : 7.

Toutes sujétions comprises.

*Exemple de butée de porte*

### Fourniture et pose de patères murales

Fourniture et pose de patères murales (porte serviettes) : double crochets en inox résistant à la corrosion à placer à l’entrée des douches.

Dimensions : 15 cm. Quantité : 2.

Se référer au dossier graphique annexe PG-01. Toutes sujétions comprises.

*Exemple de patère murale*